CERCLE REFLEXION COMPTABLES PUBLICS

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

A la DGFIP

REVUE DE PRESSE

LE POINT

Bercy taille dans ses effectifs. Le ministère de l'Action et des Comptes publics devrait connaître une « baisse totale » de ses effectifs « d'environ 5 800 emplois sur les trois années entre 2020 et 2022 », a annoncé mardi le ministre Gérald Darmanin aux cinq organisations syndicales concernées.

Ce ministère, autrefois connu sous le nom de ministère du Budget, constitue le cœur de Bercy, avec autorité sur la direction du Budget, mais aussi sur la direction générale des finances publiques, celle des douanes et droits indirects, des achats de l'État, les services du contrôle budgétaire, la lutte contre la fraude, contre la fraude financière (Tracfin), l'agence pour l'informatique financière de l'État ainsi que le centre interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines.

La décision est « la conséquence de la mise en œuvre » de « transformations d'ampleur visant à simplifier la vie des Français », tels le prélèvement à la source ou la suppression de petites taxes, a expliqué le ministère dans un communiqué, après une réunion avec les cinq syndicats représentatifs du ministère, Solidaires, CGT, Force Ouvrière, CFDT-CFTC, et UNSA-CFE-CGC. « Au total, sur la durée du quinquennat, le ministère réalisera donc une baisse de 10 000 emplois environ », précise Bercy dans son communiqué.

Les dépenses que l'État contrôle directement (celles dites « pilotables », hors charge de la dette, notamment) vont progresser de l'ordre de 4,6 milliards entre la loi de finances initiale 2019 et 2020 et de plus de 14 milliards entre d'ici à 2022. Soit près de 4,7 milliards en moyenne par an. Cela correspond à une augmentation de 1,8 % au total l'année prochaine. Si l'on retire l'inflation, pour garder une valeur constante à ces dépenses, la hausse est limitée à 0,5 %, soit exactement l'ambition du gouvernement sur l'ensemble de la dépense publique (État, mais aussi collectivités locales et administration de Sécurité sociale).

Le ministère des Comptes et de l'Action publics fournira une bonne partie de l'effort avec une baisse programmée de 10 000 équivalents temps pleins sur tout le quinquennat. Mais Bercy a refusé de livrer les plafonds d'emplois dans les ministères et donc de chiffrer le nombre total de suppressions de postes de fonctionnaires l'année prochaine. Le chiffre devrait être connu lors de la présentation du budget lui-même, fin septembre. L'exécutif a plusieurs fois reconnu qu'il n'arriverait sans doute pas à supprimer 50 000 postes de fonctionnaires d'État, comme le candidat Macron s'y était engagé.

LE FIGARO

Malgré l'abandon de l'objectif officiel de 50 000 suppressions de postes au sein de l'État durant le quinquennat, Bercy veut montrer l'exemple. S'il y parvient, c'est grâce à de profondes réformes structurelles. Notamment «la mise en œuvre de ces transformations d'ampleur visant à simplifier la vie des Français ou à baisser les impôts». Dans le détail, et d'après nos informations, la fonte des effectifs sera permise, entre autres, par la suppression de la taxe d'habitation (3 500 postes à terme), la mise en place du

prélèvement à la source (plusieurs centaines de postes) ou encore l'accord passé avec les buralistes pour payer ses impôts en liquide dans les bars-tabacs (une centaine de personnes).

Officiellement, une partie de ces postes sera redistribuée sur les territoires dans le cadre de la profonde restructuration de la Direction générale des finances publiques (DGFiP, plus de 100 000 fonctionnaires).

Toutefois, une autre réforme a été parallèlement lancée par le ministère des Comptes publics, qui consiste en un plan massif de fermetures des petites trésoreries locales. Baptisée Géographie revisitée, cette réforme prévoit en effet le remplacement des plus petites unités territoriales de la Direction générale des finances publiques par des maisons France Services (qui regrouperont tous les services publics) ou par des permanences périodiques.

Ces suppressions de postes doivent compenser les créations au sein des ministères prioritaires que sont l'Éducation nationale, l'Intérieur, la Justice et l'Armée.

LCI

Coup de rabot sur le ministère de l'Action et des Comptes publics.

Mardi 3 septembre, Gérald Darmanin a annoncé aux organisations syndicales la suppression d'environ 5800 postes. Une décision, "conséquence de la mise en œuvre" de "transformations d'ampleur visant à simplifier la vie des Français", telles le prélèvement à la source ou la suppression de petites taxes, a expliqué le ministère dans un communiqué, après une réunion avec les cinq syndicats représentatifs du ministère, Solidaires, CGT, Force Ouvrière, CFDT-CFTC, et UNSA-CFE-CGC.

Au total, sur la durée du quinquennat, le ministère réalisera donc une baisse de 10.000 emplois environ", précise Bercy dans son communiqué. Selon Philippe Grasset de Force ouvrière, sur la seule année 2020, 1653 suppressions d'emplois sont prévues : "On nous a annoncé 5775 suppressions sur trois ans, entre 2020 et 2022, au ministère de Gérald Darmanin, dont 1653 en 2020", a-t-il dit. "C'est encore trop et nous continuerons la mobilisation" a-t-il ajouté, évoquant la mobilisation prévue le 16 septembre, à l'appel de son syndicat, de Solidaires, la CGT, la CFDT et de la CFTC à la Direction générale des finances publiques (DGFip).

Selon *Les Echos*, le projet de loi de finances pour 2020 devrait entériner une "rationalisation des réseaux chargés de recouvrer les impôts", recentrés autour de la direction générale des finances publiques (DGFip), les Douanes cédant une majeure partie de leurs missions dans ce domaine pour ne conserver que les taxes liées à des flux de marchandises (droits de douane, TVA à l'importation...). Selon le quotidien, ce transfert concernerait une quinzaine de taxes, parmi lesquelles les accises sur les tabacs et les alcools, ou encore la taxe à l'essieu. Les missions fiscales de la douane emploient environ 3000 agents, dont 700 à 1000 pour les impôts concernés par le transfert.

REVOLUTION PERMANENTE

Après la casse du code du travail à l'automne dernier, la CSG, les cheminots et les étudiants, les prochains à subir les réformes austéritaires du gouvernement seront, comme chacun le sait, les fonctionnaires. En ce qui concerne les postes des finances publiques, les mesures semblent se préciser au regard du rapport publié par la Cour des Comptes le 20 juin dernier, présageant la suppression de 30 000 postes.

La Cour des Comptes a publié un rapport le 20 juin dernier dans lequel, bien que les suppressions d'emploi ne soient pas chiffrées, son président Didier Migaud appelait à « passer à l'étape suivante », et était évoquée de manière encore floue « la nécessité d'une stratégie de transformation ».

Mais surtout, le procureur général près de la Cour des comptes, Gilles Johanet, a lui été plus explicite le 12 juin devant la chambre du Conseil. Au cours des observations qu'il a présentées, il a plaidé pour l'augmentation des budgets informatiques pour justifier la suppression de 30000 emplois : « *Moyennant un investissement massif dans la transformation numérique […] et une revue en profondeur des missions, qui aille au-delà des premiers ajustements que propose le rapport, un scénario médian aurait pu viser un objectif à horizon 2022 de suppression de l'ordre de 30M des implantations – et c'est peu – et des effectifs* » ajoutant « *peut être de l'ordre de 500 millions d'euro par an* », soit « *quelque 30000 emplois* ».

En d'autres termes, ce serait près de 7500 suppressions d'emplois par an dans ce secteur pour les quatre prochaines années. Cette annonce pourrait provoquer un vent de colère chez les fonctionnaires du ministère des Finances, d'autant plus que lors de la journée de mobilisation du 22 mai, près d'un sur quatre d'entre eux avait fait le choix de se mettre en grève. De surcroît, depuis une dizaine d'années les différents gouvernements n'ont cessé d'attaquer les agents des finances publiques : dégradation des conditions de travail, suppression de milliers de postes, entraînant une baisse de qualité du service public, sans parler du fait que ces suppressions d'emploi favorisent les fraudes fiscales car allègent les contrôles des hauts fonctionnaires et élus.

BOURSORAMA

"L'argument du gouvernement qui consiste à mettre en avant le prélèvement à la source pour justifier ces suppressions n'est pas audible, pas acceptable". Mercredi 4 septembre, Solidaires et la CGT des finances publiques ont jugé que le discours gouvernemental visant à justifier quelque 5.800 nouvelles suppressions d'emplois au ministère de l'Action et des Comptes publics "n'est plus audible".

Pour rappel, le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérald Darmanin , a annoncé mardi la suppression "d'environ 5.800 emplois sur trois années entre 2020 et 2022" à Bercy, la justifiant par le "prélèvement à la source ou la suppression de petites taxes", visant à "simplifier la vie des Français".

"C'est 5.800 suppressions de postes dont 4.800 absorbées par la DGFip (direction générale des finances publiques) : 1.500 en 2020, 1.800 en 2021 et 1.500 en 2022", a détaillé Anne Guyot Welke de Solidaires (premier syndicat), auprès de l'AFP.

"Les ministres successifs n'ont jamais pris en compte la transformation des missions, de la charge travail qui n'a cessé de croitre, sans aucune reconnaissance (...) A titre d'exemple, entre 2012 et 2017, les sollicitations à l'accueil ont augmenté de 39 %". La dématérialisation, "c'est 15 millions de sollicitations de visu chaque année et 32 millions au total (par téléphone et courriel en plus)", a-t-elle rappelé.

"Jamais des décisions gouvernementales n'ont été aussi brutales au sein du service public fiscal, financier et foncier", a estimé Anne Guyot-Welke. La syndicaliste a confirmé l'appel à la grève des agents des finances publiques à compter du 16 septembre, "journée d'action nationale", avec "un préavis courant jusqu'au 30, renouvelable". Cet appel a été lancé par son syndicat, ainsi que la CGT, la CFDT et de la CFTC à la Direction générale des finances publiques (DGFip).

"C'est un discours qui n'est effectivement plus audible. Les suppressions continuent alors que les services sont exsangues. Nous absorberons deux tiers de la totalité des suppressions de postes sur le quinquennat (10.000 sur 15.000 dans la fonction publique d'État, NDLR)", a estimé Fanny Decoster (CGT), soulignant que les finances publiques "ont déjà perdu entre 30.000 et 40.000 postes depuis 15 ans".

"Notre inquiétude va beaucoup plus loin car c'est un enjeu de société : ce n'est pas une énième réforme de l'administration mais son démantèlement et la privatisation de nos missions régaliennes", a-t-elle ajouté, pointant "les dangers de confier à des buralistes, sans devoir de réserve ou de probité, le paiement des amendes".

LES ECHOS

Le projet de loi de finances pour 2020 devrait entériner une **« rationalisation des réseaux chargés de recouvrer les impôts »**, recentrés autour de la direction générale des finances publiques (DGFip), les Douanes cédant une majeure partie de leurs missions dans ce domaine pour ne conserver que les taxes liées à des flux de marchandises (droits de douane, TVA à l'importation…)

L'HUMANITE

Pour M. Darmanin, « il n'y a pas de citadelle inattaquable »
Devant 600 cadres de Bercy et en direct sur Facebook, le ministre met en scène la suppression de postes et de missions dans la fonction publique d'État, évitant soigneusement d'évoquer publiquement les chiffres.

Ils étaient 2 000 agents de la fonction publique branchés en direct hier soir sur Facebook pour suivre le ministre de l'Action et des Comptes publics annoncer des coupes drastiques après en avoir informé les cadres de son ministère. Depuis quelques jours, Gérald Darmanin faisait monter le suspense démentant les chiffres de suppression de postes avancés en début de semaine dans le journal les Échos, soit 20 000 emplois en moins dans l'administration fiscale. Ce qui représenterait une très large proportion des 50 000 emplois de la fonction publique d'État voués à disparaître selon le bon vouloir d'Emmanuel Macron.

CAPITAL

Emmanuel Macron veut réduire les effectifs de fonctionnaires. Et à ce jeu-là, la Direction générale des finances publiques (DGFiP), à Bercy, veut montrer l'exemple. Elle est d'ailleurs l'administration qui va le plus se serrer la ceinture les prochaines années avec 2130 suppressions de postes prévues en 2019 (et 2090 une fois des transferts pris en compte), sur un total de 5694 suppressions brutes au sein de l'État et de ses opérateurs. Selon un document interne à la DGFiP que *Le Figaro* a pu consulter, tous les niveaux et les départements seront touchés en France. L'ensemble des directions départementales devra fermer des postes, 1959 en tout. Ces fermetures seront proportionnelles aux effectifs présents dans les directions. C'est pourquoi il y aura plus de suppression de postes à Paris que dans le Cantal par exemple. La note interne de la DGFiP précise toutefois que cette répartition prend en compte les difficultés sociales du public local, qui accroissent "les difficultés d'exercice".

Concernant les services, celui des impôts des résidents étrangers (DSFiP et réseau étranger) va perdre en tout 42 postes. A l'inverse, la Direction des vérifications nationales et internationales, en charge du contrôle fiscal des grandes entreprises, ne perdra que 4 emplois. "Il est tenu compte de la nature, de l'évolution et des enjeux des missions exercées ainsi que des [efforts] antérieurs", précise le document dont *Le Figaro* se fait l'écho.

Ce n'est pas la première fois que la DGFiP réduit massivement ses effectifs. Depuis 2008, 20.000 agents ont perdu leur emploi. La cause : la dématérialisation des procédures fiscales et notamment la déclaration de revenus des particuliers en ligne. Malgré la baisse significative de ces effectifs tous les ans, la DGFiP reste une des plus grosses administrations françaises, avec ses 103.000 fonctionnaires. Les missions de la DGFiP sont variées entre la collecte et le contrôle des impôts des particuliers et des entreprises, le paiement des fonctionnaires et des retraités de l'État ou encore la gestion de la politique immobilière de l'État.

LE MONDE

Le ministère de l'action et des comptes publics devrait connaître une *« baisse totale »* de ses effectifs *« d'environ 5 800 emplois sur les trois années entre 2020 et 2022 »*, a annoncé, mardi 3 septembre, le ministre Gérald Darmanin aux cinq organisations syndicales concernées. La décision est *« la conséquence de la mise en œuvre »* de *« transformations d'ampleur visant à simplifier la vie des Français »*, telles que le

prélèvement à la source ou la suppression de petites taxes, a expliqué le ministère dans un communiqué, après une réunion avec les cinq syndicats représentatifs du ministère, à savoir Solidaires, la CGT, Force ouvrière, la CFDT-CFTC et l'UNSA - CFE-CGC.

Ce ministère, autrefois connu sous le nom de ministère du budget, constitue le cœur de Bercy, avec autorité sur la Direction du budget mais aussi sur la Direction générale des finances publiques, celle des douanes et droits indirects, des achats de l'Etat, les services du contrôle budgétaire, la lutte contre la fraude, contre la fraude financière (Tracfin), l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat ainsi que le Centre interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines. *« Au total, sur la durée du quinquennat, le ministère réalisera donc une baisse de 10 000 emplois environ »*, précise Bercy dans son communiqué.

FRANCE INFO

Coup de rabot dans les effectifs de Bercy. Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin a annoncé la suppression de 5 800 postes entre 2020 et 2022. Après les 4 300, déjà supprimés ces deux dernières années. Sur le quinquennat, en tout, ce sera donc 10 000 postes qui auront disparu. Douaniers, mais aussi agents des finances publiques, comme dans les centres d'impôts. Les syndicats sont vent debout. *"Il y a un démantèlement affiché volontairement de ce gouvernement de mettre fin à la fonction publique telle qu'on la connaissait jusqu'à présent. Le mouvement des 'gilets jaunes' a fait apparaitre que les citoyens avaient besoin d'un service de proximité (..) il est low cost aujourd'hui"*, dénonce Anne Guyot-Welke, secrétaire nationale de solidaires finances publiques.

Pour Bercy, ces suppressions sont la conséquence directe de plusieurs facteurs. Parmi les 5 800, 3 500 sont liés à la suppression de la taxe d'habitation, 700 postes chez les douaniers et 500 avec l'instauration du prélèvement à la source notamment. Des économies importantes qui seront réinjectées assure le gouvernement, comme dans l'Éducation nationale ou la Défense. Les syndicats maintiennent leur appel à la grève le 16 septembre.